



La jeunesse, première victime du coup d'État social du gouvernement

Loi Travail Le gouvernement vise à précariser les salarié-e-s. Les premier-e-s touché-e-s seront les dernier-e-s arrivé-e-s sur le marché du travail, à savoir les jeunes. Pour ce faire les ordonnances Macron prévoient :

- **l'inversion des normes**, c'est-à-dire la priorité donnée à l'accord d'entreprise sur l'accord de branche, avec à la clé des baisses de salaire et une dégradation des conditions de travail.
- **le plafonnement des indemnités prud'homales** qui permet à l'employeur de déterminer à l'avance le coût d'un licenciement abusif.
- **le contrat de projet**, faux CDI et vrai CDD, qui prévoit, une fois un projet achevé, de pouvoir licencier un-e salarié-e sans indemnités de précarité (indemnités prévues pour les contrats intérimaires et les CDD).

Accès au logement La baisse de 5 euros des APL va impacter prioritairement les jeunes issu-e-s des classes populaires, ainsi contraint-e-s à travailler davantage en parallèle de leurs études. En 2016, 26% des étudiant-e-s ont eu une activité rémunérée concurrente de leur formation. **source : Enquête sur les conditions de vie des étudiants 2016 - OVE*

« Si à 18, 19 ans, 20 ans, 24 ans, vous commencez à pleurer parce qu'on vous enlève cinq euros, qu'est-ce que vous allez faire de votre vie ? » Claire O'Petit, députée En Marche, 24/07/2017.

La précarité comme horizon Au-delà des premières réformes libérales du gouvernement, d'autres mesures sont en cours de préparation, dessinant une logique de **précarisation généralisée de la jeunesse** et de la société : sélection à l'entrée à l'Université, baux précaires, contrôles toujours plus importants des demandeur-e-s d'emploi, 150 000 contrats aidés déjà supprimés, Etat d'urgence transposé dans la loi ordinaire...

Cadeaux...

La brutalité du gouvernement envers les plus fragiles n'a d'égal que les cadeaux extravagants faits aux possédants : exonération de l'ISF sur les valeurs mobilières (produits financiers, actions...), plafonnement du taux d'imposition pour les revenus du capital... Ainsi, par exemple, Bernard Arnault, première fortune de France dans le besoin avec 46 milliards d'euros, devrait voir chaque année ses impôts baisser de 553 millions d'euros. *Source : rapport Oxfam, septembre 2017.*

À l'opposé d'une jeunesse précarisée, la France Insoumise veut lui donner les moyens de son autonomie

Droit de vote à 16 ans En effet, les jeunes de cet âge peuvent déjà travailler, cotiser à la Sécurité sociale, payer des impôts, militer dans un syndicat, être émancipé-e-s... Ils-elles doivent donc avoir aussi le droit de **participer aux décisions collectives** qui engagent l'ensemble de la société.

Service civique La création d'un service civique obligatoire d'une durée de 9 mois, rémunéré au SMIC, servant **l'intérêt général**, serait également l'occasion d'un bilan de santé, d'une évaluation des capacités d'écriture, de lecture et de calcul avec leur éventuelle mise à niveau, mais aussi la formation gratuite à la conduite et le passage de l'examen du permis de conduire.

Allocation d'autonomie La création d'une allocation pour les jeunes de 18 à 25 ans d'un montant de 800 euros par mois d'une durée de trois ans, sous réserve d'une formation qualifiante et sous condition de ressources protégera les jeunes des galères du salariat pendant les études. Elle leur permettra de **prendre directement en main leurs affaires** quotidiennes et de ne pas avoir à se reposer sur leurs familles, notamment pour les plus modestes. Pour les cursus supérieurs à trois ans, le système actuel des bourses sera maintenu.

Garantie universelle des loyers La mise en place d'une telle garantie favorisera l'accès de toutes et tous au logement, par l'intermédiaire d'une **caisse de solidarité** alimentée par les bailleurs comme le défend la Confédération nationale du logement.

Création d'un Code du travail protecteur

- **Abrogation de la loi El-Khomri et des ordonnances sur la loi travail** pour réinstaurer la loi nationale comme norme de base du lien salarial.
- **Augmentation massive des moyens de l'inspection du travail** afin de lutter contre le mal-être au travail (burn-out, maladies professionnelles, suicides au travail...).
- **Extension de la citoyenneté dans l'entreprise** en donnant un réel pouvoir de contre-proposition des salarié-e-s sur les orientations de l'entreprise.

Rejoignez la France Insoumise

sur le web : <http://www.franceinsoumiseloireatlantique.fr/>
sur Facebook : **FranceInsoumise44**
sur twitter : **@insoumis44**
ou encore sur le discord insoumis : <http://discord.insoumis.online/>

